ARTS, LETTRES, LANGUES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER 3

FORMATIONS SUPÉRIEURES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
intervention sociale • discrimination • genre • migrations • économie sociale & solidaire • intégration

Guide des études
Licence 3 AES Développement social

Membre du Réseau Universitaire des Formations du Social (RUFS) - site www.rufs.net

Concomitance possible avec le Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social

Université Montpellier 3 - Paul Valéry
Route de Mende 34 199 Montpellier Cedex 5
tel. : 04 67 14 23 69 – site : www.developpementsocial.fr

Sommaire

1. Présentation de la formation 5
1.1. Les objectifs de la formation 5
1.2.Les contenus de la formation 6
1.3. Les types d'enseignements 6
1.4. La validation du diplôme 7
1.5. La concomittance avec le DE ASS 7
2. Organisation de la formation **8**
2.1. Une formation professionnalisée 8
2.2. Un cursus adapté et adaptable pour les salariés 8
2.3. Les conditions d'accès à la formation 9
2.4. Les modalités de candidature 9
2.5. Le coût de la formation 10
3. Environnement de la formation **11**
3.1. Documentation et Recherche 11
3.2. Environnement institutionnel de la formation 11
4. L'équipe pédagogique **12**
5. Interlocuteurs pédagogiques et administratifs **13**
6. Contenu du parcours Développement Social **14**
7. Présentation des cours du parcours Développement Social - Semestre 1 **15**
7.1. Multiculturalisme : citoyenneté et identité 15
7.2. Histoire et droit de la protection sociale 15
7.3. Economie de la protection sociale 17
7.4. Croissance, emploi et développement 18
7.5. Mouvement et problèmes sociaux 20
7.6. Analyse organisationnelle 21
7.7. GRH 21
7.8. Pré-professionnalisation secteur du développement social 22
7.9. Langue vivante majeure 22
8. Présentation des cours du parcours Développement Social - Semestre 2 **23**
8.1. Économie territoriale 23
8.2. Politique et expertise sociales 25
8.3. Droit de la famille 26
8.4. Droit de l'intervention publique 27
8.5. Politiques criminelles et éthique professionnelle 28
8.6. Gestion 30
8.7. Techniques d'enquête 30
8..8. Pré-professionnalisation secteur du développement social 31
8.9. Langue vivante majeure 31

1. Présentation de la formation

Ces formations préparent les étudiants-es et les professionnels à prendre en compte les mutations du marché du travail, en particulier dans les domaines de l'intervention sociale en leur permettant d'acquérir une qualification et/ou de nouvelles compétences.

Ces formations préparent les étudiants-es et les professionnels à prendre en compte les mutations du marché du travail, en particulier dans les domaines de l'intervention sociale en leur permettant d'acquérir une qualification et/ou de nouvelles compétences. Spécialisé dans les formations du secteur social depuis 1984, le département AES propose un cursus Développement Social (DS) complet qui s'articule dans le cadre du LMD sur deux diplômes :
- le parcours « Développement Social » de la Licence 3 d'AES
- le Master Management des Ressources humaines et du Développement social (MHRDS), spécialité Développement Social.

Le parcours Développement Social de la 3ème année de licence AES accueille :
- des étudiants-es en formation initiale titulaires d'une L2 Sciences Humaines et Sociales et de certains BTS, DUT, etc. qui veulent se former dans le champ du social.
- des professionnels en formation continue exerçant une activité dans le secteur social ou souhaitant se réorienter vers ce secteur.

Aujourd'hui dans ce champ les besoins se sont accrus avec l'extension du domaine et des modalités de l'intervention sociale. Le « Développement Social » intègre les problématiques liées aux politiques publiques, sectorielles et globales, au niveau des collectivités territoriales comme à celui de l'Etat central. Le social s'inscrit dans des «dispositifs» de lutte contre l'exclusion, dans des politiques publiques telles celles de la ville, dans la mobilisation des services extérieurs de l'État, des collectivités territoriales, des milieux associatifs, dans la lutte contre les diverses fractures (quartiers en difficulté etc.). La question sociale doit être posée à partir non plus du seul «social» lui-même mais des mutations du travail, de l'introduction de nouvelles normes liées à la flexibilité, des mutations des modes de régulation, de la segmentation des marchés du travail et de l'emploi. Le « social » est également perçu comme interpellant l'entreprise, tant dans la manière dont les grandes entreprises voient naître une « question sociale » en leur sein, que dans le repérage de leur rôle déterminant dans l'insertion par l'économique et dans la restructuration des espaces sociaux.

1.1 Les objectifs de la formation

- Qualifier et développer les compétences de nouveaux acteurs du social afin de répondre à la croissance de l'offre d'emploi dans le secteur associatif et les collectivités en lien avec les politiques publiques sectorielles.
La persistance voire l'augmentation des phénomènes de précarité et d'exclusion dans une région où les indicateurs sociaux sont dans le rouge et l'attractivité territoriale de cette région nécessitent la mise en place de politiques d'accueil et d'accompagnement de plus en plus diversifiées (services aux personnes, services de proximité, insertion sociale par l'économique, par le logement, champ culturel, champ de la prévention et de la sécurité etc..)

- Poursuivre la requalification des travailleurs sociaux, demandée par nos partenaires institutionnels et employeurs, en intégrant les transformations de l'intervention sociale.

- Permettre une double diplômation : Licence 3 AES-DS et Diplôme d'Etat d'assistant de service social
En partenariat étroit avec l'Institut Régional du travail social Languedoc-Roussillon est mise en œuvre une concomitance entre la Licence 3 AES DS et le DE ASS.

1. 2 Les contenus de la formation

La formation « Développement social » est une formation en temps alterné qui comporte :

- **Des enseignements généraux** visant à la connaissance de l'environnement et des contraintes de l'intervention sociale (protection sociale, économie de la croissance, contrôle de gestion, théorie de l'Etat, droit de la famille, analyse organisationnelle et enquête de terrain, etc). Ces enseignements sont destinés à fournir aux étudiants-es ou stagiaires en formation les références, les moyens d'analyse et les outils méthodologiques qui leur permettent de se situer et d'agir dans le domaine social ;

- **Des enseignements plus spécifiques** sur les politiques publiques (histoire et actualités de la question sociale), l'économie institutionnelle, la citoyenneté, l'éthique, l'action collective, etc, qui initient une réflexion sur les nouvelles missions du social et ses nouvelles professionnalités.

- **Une pré professionnalisation très marquée**, l'enseignement se déroulant en alternance entre l'Université et un lieu de stage.
Une coordination, assurée par un ingénieur d'études, facilite la définition par les étudiants de leurs projets de formation et le suivi de leurs cursus. La proximité ainsi créée entre les structures de l'intervention sociale et l'Université améliore l'insertion professionnelle des étudiants tout en leur ouvrant des perspectives dans le cadre de différents Masters.

1. 3 Les types d'enseignements

Les enseignements comportent :
- des cours et des travaux dirigés
- un enseignement méthodologique à la recherche
- un suivi et accompagnement de stage ou d'une expérience de terrain
- des conférences
- un enseignement professionnel spécifique au DE d'ASS

Ces enseignements sont assurés
- par des enseignants chercheurs de l'université Paul Valéry qui font du social l'un de leurs objets de recherche
- par des enseignants d'autres universités
- par des formateurs de l'IRTS
- par des chercheurs d'organismes de recherche

- par des professionnels et des acteurs du secteur sanitaire et social

Les rythmes et les enseignements sont adaptés afin de permettre aux étudiants préparant la double diplômation et aux salariés en formation continue d'accomplir un cursus complet en deux ans.

1. 4 La validation du diplôme

La licence Administration Economique et Sociale , parcours « Développement Social » s'obtient par validation des 6 semestres de la Licence (2 semestres par année d'étude). L'étudiant-e ou le stagiaire qui entre dans cette formation au niveau du L3 doit valider les semestres 5 et 6. Les semestres des deux premières années lui sont acquis par validation d'autres diplômes ou validation d'acquis.

Le semestre s'obtient par capitalisation des modules de formation avec compensation des notes au sein de chaque unité d'enseignement, au prorata des coefficients, puis entre les unités d'enseignement. Il y a également compensation entre les semestres 5 et 6 pour l'obtention de la 3ème année de licence.
En cas d'échec au semestre ou à l'année, l'étudiant-e conserve le bénéfice des notes des différents modules supérieures à 10/20.

1. 5 Concomittance avec le DE ASS

Les étudiants sélectionnés, issus des formations universitaires AES, intègrent la 2e année du Diplôme d'Etat Assistant de Service Social qui en compte 3.
Les stagiaires titulaires de la 1e année du DE peuvent intégrer la L3 AES DS et préparer la L3 en deux ans.

2. Organisation de la formation

2. 1 Une formation professionnalisée

Cette expérience de terrain se conclut par un rapport qui mettra en évidence et en tension les contraintes d'un terrain professionnel et d'une observation sociale objectivée.

La filière « Développement Social » a fait le choix de l'alternance (sessions de cours en alternance avec les périodes de stage).
Cette formation professionnalisée permet aux étudiants-stagiaires d'acquérir ou de renouveler une expérience professionnelle tout au long de l'année dans des organismes (administrations, associations, institutions, fédérations, etc.), dans les domaines de la prévention, de l'insertion des jeunes et des adultes, des politiques de la ville (développement social des quartiers), de l'humanitaire, de l'économie sociale et solidaire, du développement socioculturel des territoires, etc.
Elle propose à la fois une sensibilisation aux terrains du « Développement Social » et une première expérience de type professionnel. Elle confronte ce public en formation à une approche pratique des milieux professionnels par une mise en situation.

Cette expérience dans un organisme professionnel permettra aux étudiants-es-stagiaires de repérer les réseaux formels et informels des partenaires de l'action sociale locale et leurs rapports avec les politiques sociales. Ils feront l'apprentissage théorique et pratique de la variété des contextes d'exercice et d'organisation des professions concourant au développement social, ils s'initieront au repérage des partenaires et des enjeux, aux services rendus aux populations et aux rapports avec celles-ci mise en oeuvre par les politiques publics. Cette première approche dite « d'observation » s'effectuera dans un organisme avec pour objectif :

- l'ouverture très large sur l'environnement
- la découverte d'un champ professionnel
- la rencontre avec les partenaires territoriaux.

Il s'agira également de développer des compétences de l'étudiant-e-stagiaire dans le domaine de l'observation sociale (observation de faits de société, de fonctionnements institutionnels, de comportements sociaux, de pratiques professionnelles, …) en les sensibilisant à une démarche scientifique.
Cette expérience deviendra une carte de visite pour l'insertion ou la réinsertion professionnelle de l'étudiant-e.

Un ingénieur d'études coordonne le dispositif de formation (repérage des terrains d'expérimentation, conseil, etc.). Il accompagne et régule ce travail et apporte un soutien méthodologique.
Les étudiants qui préparent la double diplômation L3-DEASS ne sont pas concernés par le stage L3 AES-DS. Ils suivent les stages nécessaires à la préparation du DE et programmés par l'IRTS-LR.

2. 2 Un cursus adapté et adaptable pour les salariés

Le parcours « Développement Social » de la licence 3 d'Administration Economique et Sociale est une formation professionnalisée tant par le contenu de ses enseignements que par son organisation. Les enseignements de cette filière sont organisés sous la forme de sessions de formation dans lesquelles les cours sont

regroupés (en alternance avec les périodes de travail).
Ce cursus peut s'adapter également au rythme du salarié qui capitalise les modules de formation. Ainsi le professionnel en reprise d'étude peut obtenir son diplôme sur plusieurs années.
Cette organisation est également adaptée aux professionnels qui s'inscrivent dans le cadre des dispositifs de retour à l'emploi en complétant leur formation par un travail sur un terrain professionnel.

Un coordonnateur, ingénieur d'études, accueille et conseille les professionnels pour adapter leur cursus à leurs contraintes professionnelles.

2. 3 Les conditions d'accès à la formation

L'admission dans la formation se fait :

1. de plein droit pour les titulaires d'une L2 AES
2. par équivalence et sur décision de la présidence de l'Université après avis d'une commission des équivalences pour les titulaires d'un titre admis en équivalence
   - L2 d'autres mentions de celle d'AES
   - DUT Carrières sociales,
   - BTS économie sociale et familiale,
   - autres BTS ou DUT
   - Diplôme de conseiller en économie sociale et familiale
3. par Validation des Acquis Professionnels après avis de la commission de VAP/VAE.

Seront appréciés les diplômes suivants à titre non limitatif et une expérience professionnelle :

- diplômes d'Etat du Travail social et de l'animation
- diplôme d'Etat du secteur paramédical
- enseignant dans le domaine social et médico-social

Seront également prises en compte les expériences personnelles acquises dans le mouvement associatif, mutualiste, coopératif, humanitaire, dans le syndicalisme, etc.

2. 4 Les modalités de candidature

Vous êtes salariés, demandeurs d'emploi, vous souhaitez avoir des précisions sur l'organisation de la formation, sur le contenu des enseignements, sur les modalités de la prise en charge dans le cadre de la formation continue ou des possibilités de validation des acquis, contactez Pierre Buissson, ingénieur d'étude, coordonateur de cette formation au 04 67 14 23 69 ou par courrier électronique : pierre.buisson@univ-montp3.fr.
Vous pouvez aussi joindre le Service Universitaire de Formation Continue (SUFCO : 04 67 14 55 55).

2. 5 Le coût de la formation

- en formation initiale : Droits d'inscription en vigueur à l'université pour l'année en cours

- en formation professionnelle continue :

-salarié en plan de formation, CIF, contrat et période de professionnalisation : pour les tarifs nous contacter

-demandeur d'emploi : pour les tarifs nous contacter

Pour l'information sur les possibilités de financement et les devis de formation, s'adresser à Mme Sandrine Talano, au Service Universitaire de Formation Continue (SUFCO)
Tel. : 04 67 14 55 74
Courriel : sandrine.talano@univ-montp3.fr

3. Environnement de la formation

3.1 Documentation et Recherche

Pour compléter votre formation vous avez à votre disposition :

1. une bibliothèque universitaire dont vous avez payé les droits d'entrée en même temps que vos droits d'inscription. Il vous appartient toutefois d'établir ou d'actualiser votre carte magnétique de prêt au secrétariat de la bibliothèque dans le hall d'accueil de la BU.
2. une bibliothèque de section, bibliothèque de l'UFR 4 « Dany Serrato » qui regroupe les ouvrages spécialisés indiqués dans vos bibliographies et qui est située au Bât. A, salle 08 (au RDC). Vous devez vous y inscrire en début d'année.

Vous pouvez consulter sur place ou emprunter les ouvrages. Pour les étudiants du parcours « Développement Social » de la licence d'Administration Economique et Sociale, la durée du prêt est portée à 3 semaines pour tenir compte de l'organisation de la formation.
A l'occasion de votre stage, vous pouvez également profiter du service de documentation, de la documentation professionnelle (presse professionnelle de référence du secteur, rapports, études, etc.) que l'organisme ou l'institution qui vous accueille peut mettre à votre disposition. N'hésitez pas à fréquenter ces lieux et à consulter ces documents.
Vous avez aussi la possibilité d'interroger vos enseignants ou éventuellement la coordination sur ces aspects documentaires.

3. 2 Environnement institutionnel de la Formation

L'université Paul Valéry et l'UFR 4 sont les garants scientifiques et administratifs de cette formation. Le département AES est le garant pédagogique. L'Unité de Formation et de Recherche (UFR 4) est dirigé par un conseil élu composé des représentants des enseignants, des étudiants et des personnels administratifs.
Une Commission Paritaire composée des étudiants et de l'ensemble de l'équipe enseignante se réunit au moins deux fois par an. Sa fonction est de réguler le déroulement de la formation.
Une coordination administrative et pédagogique est assurée par un ingénieur d'études.

4. L'équipe pédagogique

NOM Prénom	Statut et Discipline	Mail
AVENEL Céline	MCF sciences de l'éducation	celine.avenel@univ-montp3.fr
BAUMEL – JULIEN Sophie	Chargée de cours, Avocate	sophie.baumel@gmail.com
BOLLE Stéphane	MCF, Droit public	stephane.bolle@univ-montp3.fr
DJOULDEM Mohamed	MCF, Science politique	mohamed.djouldem@univ-montp3.fr
FAVIER Annelise	Chargé de cours Anthropologue	annelise.favier@libertysurf.fr
FERRATON Cyrille	MCF-HDR, Sciences économiques	cyrille.ferraton@univ-montp3.fr
LE SAGERE Laurie	ATER, Droit privé	laurie.le-sagere@univ-montp3.fr
JOUHANNEAU Cécile	MCF, Sciences Politiques	jouhanneau.c@gmail.com
MAISONNASSE Floriane	MCF, Droit privé	floriane.maisonnasse@uni-montp3.fr
MIOSSEC Samia	MCF, Langue Arabe	samia.miossec@univ-montp3.fr
PETILLOT Jean-François	Enseignant certifié, Arabe	jean-francois.petillot@univ-montp3.fr
PIJOAN Natacha	MCF, Sciences de gestion	natacha.pijoan@univ-montp3.fr
PISANO Marina	chargée de cours, Gestion	marina.pisano@hotmail.com
POBLADOR Jean-Luc	MCF, Sciences de Gestion	jean-luc.poblador@univ-montp3.fr
SORIANO Eric	MCF, Sciences politiques	eric.soriano@univ-montp3.fr
VALLADE Delphine	MCF, Sciences économiques	delphine.vallade@univ-montp3.fr

5. Interlocuteurs pédagogiques et administratifs

Responsables pédagogiques du parcours Développement Social

- Audrey Rivaud, Maître de Conférences en Sciences Économiques
  Tel. : 04 67 14 26 69
  Courriel : audrey.rivaud@univ-montp3.fr
  Bureau : G320

- Eric Soriano, Maître de Conférence en Sciences Politiques
  Tel. : 04 67 14 26 62
  Courriel : eric.soriano@univ-montp3.fr
  Bureau : G114

Directrice du département A. E. S.

Carolina Cerda-Guzman, Maître de Conférences en Droit Public
Tel. : 04 67 14 25 46
Courriel : carolina.cerda-guzman@univ-montp3.fr
Bureau : G322

Directeur de l'UFR 4

Adda Benslimane, Maître de Conférences en Sciences économiques
Tel. : 04 67 14 21 27
Courriel : adda.benslimane@univ-montp3.fr
Bureau : Bât. A, n° 011

Coordonnateur de la filière

Pierre Buisson, ingénieur d'études,
Tel. 04 67 14 23 69 – Télécopie : 04 67 14 24 85
Courriel : pierre.buisson@univ-montp3.fr
Bureau : Bât. A, 013A

Attention : pour votre correspondance avec l'Université, libellez vos courriers comme suit :

Nom, prénom, du destinataire
Identifiez éventuellement le département ou le service du destinataire
Université Montpellier 3 - Paul Valéry
Route de Mende
34 199 MONTPELLIER Cedex 5

6. Contenu du parcours Développement social

Code	Enseignement	Nb h	Nb h ASS2	Nb h ASS3	CM	TD	Enseignant-s responsable-s
SEMESTRE 5							
U5AAED5	**Spécialité disciplinaire**	**195**	**113**	**78**	**130**	**65**	
E51AED5	Multiculturalisme	39	39		26	13	SORIANO Éric
E52AED5	Histoire et droit de la protection sociale	39	39		26	13	MAISONNASSE Floriane FERRATON Cyrille
E53AED5	Économie de la protection sociale	39	39		26	13	VALLADE Delphine FERRATON Cyrille
E54AED5	Croissance, emploi et développement	39		39	26	13	VALLADE Delphine
E55AED5	Mouvements et problèmes sociaux	39		39	26	13	DJOULDEM Mohammed
U5JAED5	**Enseignement de pré-professionnalisation**	**52**	**13**	**13**	**0**	**52**	
E5PC5AE5	Analyse organisationnelle	26				26	PIJOAN Natach FAVIER Annelise
E5PC6AE5	GRH	13		13		13	PISANO Marina
E5PH1AE5	Pré-professionnalisation secteur du développement social	13	13			13	PIJOAN Natacha
U5LAED5	**Langue vivante majeure**	**19,5**	**19,5**	**0**	**0**	**19,5**	
E59AN5	Anglais	19,5	19,5			19,5	
E59AR5	Arabe	19,5	19,5			19,5	
E59ES5	Espagnol	19,5	19,5			19,5	
SEMESTRE 6							
U6AAED5	**Spécialité disciplinaire**	**195**	**117**	**78**	**130**	**65**	
E61AED5	Économie territoriale	39		39	26	13	RIVAUD Audrey
E62AED5	Politique et expertise sociales	39	39		26	13	JOUHANNEAU Cécile
E63AED5	Doit de la famille	39	39		26	13	LE SAGERE Laurie
E64AED5	Droit de l'intervention publique	39	39		26	13	BOLLE Stéphane
E65AED5	Politiques criminelles et éthique professionnelle	39		39	26	13	BAUMEL-JULIEN Sophie
U76JAED5	**Enseignement de pré-professionnalisation**	**52**	**13**	**26**	**0**	**52**	
E6PC7AE5	Contrôle de gestion	13		13		13	POBLADOR JEan-Luc
E6PC8AE5	Techniques d'enquêtes	26	13	13		26	PIJOAN Natacha FAVIER Annelise
E6PH1AE5	Pré-professionnalisation secteur du développement social	13				13	PIJOAN Natacha
U6LAED5	**Langue vivante majeure**	**19,5**	**19,5**	**0**	**0**	**19,5**	
E69AN5	Anglais	19,5	19,5			19,5	
E69AR5	Arabe	19,5	19,5			19,5	
E69ES5	Espagnol	19,5	19,5			19,5	

7. Présentation des cours du parcours Développement Social Semestre 1

7.1 Multiculturalisme : citoyenneté et identité

Eric SORIANO
MCF, Sciences Politiques

Modalités de contrôle
-1e évaluation : dissertation.
-2e évaluation : oral

Objectifs du cours :

Les objectifs du cours, son contenu et sa bibliographie sont présentés sur le blog d'Eric Soriano. Vous y trouverez également les textes et les documents de TD correspondant à chaque séance.

http://upvericsoriano.wordpress.com/multiculturalisme-developpement-social/

7.2 Histoire et droit de la protection sociale

Droit de la protection sociale

Floriane MAISONNASSE
MCF, Droit privé

Cyrille FERRATON
MCF-HDR, Sciences économiques

Modalités de contrôle
-1e évaluation : 2 écrits de 1h30 chacun.
-2e évaluation : 2 écrits de 1h30 chacun.

Objectifs du cours
Le droit de la protection sociale est le lieu d'expression des solidarités publiques. C'est un droit dense, vaste, évolutif et omniprésent dans la vie sociale et les parcours individuels. Ce cours a pour ambition de présenter les principes généraux qui gouvernent le droit de la protection sociale et de dresser un tableau descriptif des différents dispositifs de protection pouvant être mis en œuvre par les professionnels du secteur de l'intervention sociale. Il veillera également à rendre compte des débats d'idées et des politiques sociales véhiculées par le droit positif.

Présentation du cours
La protection sociale recouvre l'ensemble des dispositifs par lesquelles la société entend protéger les individus de la réalisation d'un risque ou dans un état de besoin. Il est composé du droit de la sécurité sociale et du droit de l'aide sociale.

Fondée sur le principe de solidarité nationale, la sécurité sociale garantit les travailleurs et leur famille contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain (maladie, décès, invalidité, accidents professionnels, etc.). Elle couvre également les charges de maternité, de paternité et les charges de famille. La sécurité sociale repose sur une logique assurantielle supposant l'affiliation du travailleur et de ses ayants-droit à un régime obligatoire.
La mise en place de la sécurité sociale devait permettre la généralisation de la protection à tous les individus. Néanmoins, les différentes crises et la précarité salariale rendent nécessaire le recours à une logique assistancielle présente dans le droit de l'aide et de l'action sociale. Ce droit vise à lutter contre l'exclusion sociale, notamment, en fournissant aux personnes dans le besoin des ressources suffisantes sans cotisation préalable de leur part. En pleine mutation, l'étude du droit de la protection sociale impose

donc d'analyser la complémentarité entre le droit de la sécurité sociale (Partie 1) et le droit de l'aide et de l'action sociale (Partie 2)

Plan du cours
Partie 1 : Le droit de la sécurité sociale
Titre 1 : Le régime général de la sécurité sociale
Chapitre 1 : L'organisation du régime général
Chapitre 2 : La contentieux du régime général
Chapitre 3 : Les prestations du régime général
Titre 2 : La protection sociale complémentaire

Partie 2 : Le droit de l'aide et de l'action sociales
Titre 1 : La notion d'aide et d'action sociales
Titre 2 : Le contentieux du droit de l'aide et de l'action sociales
Titre 3 : Les dispositifs d'aide et d'action sociales

Bibliographie
Borgetto (M.) et Lafore (R.), L'aide et l'action sociales, Montchrestien, 8e éd., 2012
Jeansen (E.), Droit de la protection sociale, LexisNexis, 2013
Kessler (F.), Droit de la protection sociale, Dalloz, 5e éd., 2014.
Morvan (P.), Droit de la protection sociale, LexisNexis, 6e éd., 2013.

Histoire de la protection sociale

Plan
Introduction
1- La « question sociale » au XIXe siècle
1-Paupérisme, « question ouvrière » et développement industriel
2-Les réponses apportées à la « question sociale »

2- Le développement de l'État social au XXe siècle
1-Une nouvelle conception du rôle de l'État
2-Une mise en place difficile de l'État social
3-L'institutionnalisation de l'Etat social à partir de 1945

3- La nouvelle « question sociale » et les enjeux contemporains de la protection sociale
1-Une nouvelle « question sociale »
2-La « crise de l'État-providence »
3-Les nouvelles politiques sociales

Bibliographie indicative
Barbier J.-C., Théret B., 2009, Le système français de protection sociale, Paris, La Découverte.
Castel R., 1995, Les métamorphoses de la question sociale, Paris, Fayard.

Donzelot J., 1994 [1984], L'invention du social, Paris, Seuil.
Elbaum Mireille, 2008, Économie politique de la protection sociale, Paris, PUF.
Ewald F, 1986, L'État providence, Paris, Editions Grasset & Fasquelle.
Merrien F.X., R. Parchet, A. Kernen, 2005, L'État social. Une perspective internationale, Paris, Editions Dalloz.
Montalembert M, 2013, La protection sociale en France, Paris, La documentation française.

7.3 Économie de la protection sociale

Delphine VALLADE
MCF Sciences économiques

Cyrille FERRATON
MCF-HDR Sciences économiques

Modalités de contrôle
-1e évaluation :
Deux évaluations écrites en TD (durée : 1h30)
-2e évaluation : Evaluation écrite (durée : 2h)

Plan

Introduction
1-L'analyse économique de la protection sociale
- 1.1-Les indicateurs économiques de la protection sociale
- 1-2-Les analyses macro et micro-économiques de la protection sociale

2-Les politiques sociales
- 2.1-Politique de la famille
- 2.2-Politique de la santé
- 2.3-Politique de la vieillesse

3-Le financement de la protection sociale

Bibliographie indicative

Barbier J.-C., Théret B., 2009, Le système français de protection sociale, Paris, La Découverte.
Bozio A, Grenet J. (dir.), 2010, Économie des politiques publiques, Paris, La Découverte.
Caire G., 2002, Économie de la protection sociale, Paris, Bréal.
Castel R., 1995, Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Paris, Fayard.
Cyterman L., Wanecq T., 2010, Les politiques sociales, Paris, PUF.
Elbaum M., 2008, Economie politique de la protection sociale, Paris, PUF
Merrien F.X., R. Parchet, A. Kernen, 2005, L'Etat social. Une perspective internationale, Paris, Editions Dalloz
Mills C., 2009, Protection sociale. Economie et politique. Débats actuels et réformes, Paris, Gualino.
Montalembert M, 2013, La protection sociale en France, Paris, La documentation française.
Penaud P., Amghar Y.-G., Bourdais J.-F., Dupays S., Laloue F., Léost H., Moleux M., 2011, Politiques sociales, Paris, Presses de Sciences Po / Dalloz.

7.4 Croissance, emploi et développement

Delphine VALLADE
MCF, Sciences économiques

Modalités de contrôle
-1ère évaluation : un écrit final de 2h + note du TD
-2e évaluation : un écrit de 2h

Objectifs du cours :
Cet enseignement vise la maîtrise des principaux concepts et analyses théoriques relatifs à la croissance économique. A partir d'une interrogation sur les déterminants de la croissance, l'objectif est d'explorer la complexité des relations entre croissance et développement et entre croissance et emploi. Ce cours introduit également une réflexion sur la mesure de la richesse, les débats qu'elle suscite et les propositions d'indicateurs alternatifs qui en découlent.

Contenu du cours :
INTRODUCTION : Pour une socio-économie de la croissance…
CHAPITRE 1 : CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT : CONCEPTS ET MESURE
1.1. La croissance : définition et mesure (rappel)

1.1.1. La Comptabilité Nationale comme référence
1.1.2. Ce que mesure (et ne mesure pas) le PIB
1.2. Le développement : une alternative à la croissance ?
1.2.1. Les approches du développement : la rupture des années 1990-2000
1.2.2. Vers un renouvellement de la mesure : les indicateurs alternatifs

CHAPITRE 2 : CROISSANCE, EMPLOI ET MARCHE DU TRAVAIL
2.1. Les principales analyses théoriques du chômage
2.1.1. Le chômage classique
2.1.2. L'approche keynésienne
2.2. Marché du travail et politiques de l'emploi
2.2.1. Données empiriques : des réalités contrastées
2.2.2. Les outils de la politique de l'emploi : une mise en perspective

CHAPITRE 3 : UNE ECONOMIE PLURIELLE
3.1. L'économie de marché est une «économie mixte»
3.1.1. Poids des secteurs et pluralité des modes de coordination
3.1.2. Le développement historique des dépenses sociales
3.2. L'Economie Sociale et Solidaire : quel poids, quel projet ?
3.2.1. Première approche de l'ESS : ce qu'elle n'est pas, ce qui l'unit et les formes qu'elle prend.
3.2.2. La dynamique contemporaine de l'ESS

THEMES DES TD
Il y aura 4 séances de TD. Les textes de TD sont accompagnés de questions à préparer à l'avance, sur feuille, pour chaque séance.

Bibliographie :
Croissance, emploi et développement
-AGLIETTA M. (1997) Régulation et crise du capitalisme, Odile Jacob (1ère édition 1976), collection Opus.
-ARROUS J. (1999) Les théories de la croissance, La pensée économique contemporaine 3, Editions du Seuil, collection Points.
-BAIROCH P. (1999) Mythes et paradoxes de l'histoire économique, Editions La

Découverte, Poche.
-BOSSERELLE E. (1994) Croissance et fluctuations, Sirey, Paris.
-BOYER R. (2004) Théorie de la régulation (1. Les fondamentaux), La Découverte, Repères.
-DELEAGE J-P., GAZIER B., GAUTIE J., GUELLEC D., L'HORTY Y., PIRIOU J-P. (2007) Croissance, emploi et développement, Vol 1, Repères, La Découverte, Paris.
-GADREY J., JANY-CATRICE F. (2003) Les indicateurs de richesse et de développement. Un bilan international en vue d'une initiative française, Rapport pour la DARES.
-GENEREUX J. (2004) Economie politique 3, Macroéconomie, Hachette-supérieur.
-HARRIBEY J-M. (2005) « La richesse au-delà de la valeur », Revue du MAUSS, n° 26, pp. 349-365.
-L'HORTY Y. (2006) Les nouvelles politiques de l'emploi, Repères, La Découverte, paris.
-MEDA D. (1999) Qu'est ce que la Richesse ?, Editions Aubier.
-PNUD, Rapport sur le développement humain 2009, Rapport Disponible sur le site : http://hdr.undp.org/fr
-STIGLITZ J. (2002) La grande désillusion, Ed. Fayard.
-VERCELLONE C. (dir.) (2003) Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?, Ed. Brochet, Paris.

Economie sociale et solidaire

-ARCHAMBAULT E. (1996) Le secteur sans but lucratif. Associations et fondations en France, Economica.
-CAILLE A. (2003) «Sur les concepts d'économie en générale et d'économie solidaire en particulier», Revue du MAUSS, n° 21, pp. 215-236.
-DEMOUSTIER D. (coord.) (2004) Economie sociale et développement local, Actes du colloque franco-québecois, Grenoble, L'Harmattan.
-DEMOUSTIER D. (2001) L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement, Syros. (puis 2003 et 2004 édition : La découverte).
-DRAPERI J-F. (2007) Comprendre l'économie sociale. Fondements et enjeux, Dunod.
-ENJOLRAS B. (1995) Le marché providence : aide à domicile, politiques sociales et création d'emplois, Desclée de Brouwer.
-ENJOLRAS B. (2001) L'économie solidaire et le marché : modernité, société civile et démocratie, L'Harmattan.
-FOUREL C. (dir.) (2001) La nouvelle économie sociale. Efficacité, solidarité, démocratie, Syros, Alternatives économiques, Paris.
-LAVILLE J-L. (2001) (dir.) L'économie solidaire : une perspective internationale, Paris, Desclée de Brouwer.
LAVILLE J.-L. ET CATTANI A. D. (dir.) (2005) Dictionnaire de l'autre économie, Paris, Desclée de Brouwer.
TCHERNONOG V. (2007) Le paysage associatif français. Mesures et évolutions, Dalloz

7.5 Mouvements et problèmes sociaux

Mohamed DJOULDEM
MCF, Science politique

Modalités de contrôle
-1e évaluation *: écrit terminal 3 h*
+ note de TD, pour le groupe UPV
+ note de l'ISIC, groupe IRTS
-2e évaluation *: écrit terminal 3 h + note de TD ou de l'ISIC conservé*

Objectifs du cours :
L'action collective et les mouvements sociaux semblent avoir trouvé un nouvel élan. Pour autant, ces conflits ne signent-ils pas une rupture avec le passé ? Que penser du rôle des médias, du recours à l'expertise ou au droit ? N'est-ce pas la nature des revendications qui a changé ?
Pour tenter de saisir et comprendre le renouveau de l'action collective et le dynamisme des mouvements sociaux, ce cours expose un cadre d'analyse afin de rendre compte de plusieurs dimensions importantes de l'action collective : construction du sens, constitution de causes publiques, diagnostic de situations, organisation des collectifs et motivation de l'engagement. Il présente et discute les outils de cette analyse pour saisir finement les usages des compétences des acteurs engagés dans des dynamiques d'action collective.
L'objectif spécifique est de savoir comment des groupes catégorisés comme «exclus» et qui semblent condamnés à l'invisibilité et à l'inexistence publique, se mobilisent pour accéder malgré tout à la représentation et aux arènes publiques pour défendre une cause commune.

Contenu du cours :
Les espaces et contextes de l'action collective
Les interprétations du déclenchement des mobilisations
Les mécanismes de l'engagement et du désengagement

Bibliographie :
-Cefaï D et Trom D (dir), Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
-Cefaï D, Pourquoi se mobilise-ton ? Les théories de l'action collective. Paris, La Découverte, 2007.
-Fillieule O et Péchu C. Lutter ensemble. Les théories de l'action collective. Paris L'Harmattan, 1993.
-Fillieule O, Mathieu L et Péchu C, (dir) Dictionnaire des mouvements sociaux. Paris, Presses de sciences po, 2009.
-Mathieu L, Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux. Paris, Textuel, 2004.
-Balme R, Chabanet D et Wright V (dir), L'action collective en Europe. Paris, Presses de sciences po, 2001.
-Neveu E, Sociologie des mouvements sociaux. Paris, La Découverte, 2002.

7.6 Analyse organisationnelle

Natacha PIJOAN
MCF Sciences de Gestion

Annelise FAVIER
Anthropologue

Modalités de contrôle
-1e évaluation : dossier
-2e évaluation : dossier

Objectifs du cours :
Comprendre l'organisation au moyens de grilles d'analyse organisationnelles : Minsberg, analyse systémique, etc.

Contenu du cours :
sera précisé en début d'enseignement

Bibliographie :
sera précisée en début d'enseignement

7.7 GRH

Marina PISANO
chargée de cours, Sciences de gestion

Modalités de contrôle
-1ère évaluation : écrit final de 1,5h
-2e évaluation : oral

Contenu du cours :
Qu'est- ce que la GRH
1.1. Définition(s) et mission(s) de la GRH
1.2. Domaines d'activités de la GRH
1.3. Spécificités de la GRH-Dimensions
1.4. Facteurs structurels influençant la GRH dans l'économie sociale (le cas des associations)
1. 5. Enjeux de la GRH dans les associations

Les grandes dimensions de la GRH
2.1. Communication
2.2. Organisation
2.3. Rémunération
2.4. Emploi

Bibliographie :
-CADIN L., GUERIN F., PIGEYRE F., Gestion des ressources humaines ; Pratique et éléments de théories, Paris, Dunod, coll. « Gestion sup », 2002 (2°éd.)
-PERETTI J.-M., Ressources humaines, Paris, Viubert, coll. « Gestion », 2002, (7° éd.) 2003.

7.8 Préprofessionnalisation secteur du développement social

Natacha PIJOAN
MCF Sciences de gestion

Objectifs du cours
à venir

Contenu du cours
à venir

Bibliographie
à venir

7.9 Langue vivante majeure au choix

Anglais
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales

Arabe
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales
Enseignants : Samia Miossec (MCF, Langue arabe), Jean François Pétillot (CE, Langue arabe)

Espagnol
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales

8. Présentation des cours du parcours Développement Social Semestre 2

8.1 Economie Territoriale

Audrey RIVAUD
MCF, Sciences économiques

Modalités de contrôle

1e évaluation :

Contrôle terminal : Pour tout le monde, écrit de 2h (70% de la note de l'ECUE)

Contrôle continu :
- pour les étudiants-es incrits-es uniquement en L3 AES DS : exposé oral par groupe (en TD) (30 % de la note de l'ECUE)
- pour les étudiants-es incrits-es en double diplômation : Contrôle continu avec l'IRTS (modalités à préciser)

2e évaluation :
Pour tout le monde : écrit de 2h (70 % de la note de l'ECUE) La note de Contrôle continu est conservée

Objectifs du cours :

L'objectif de ce cours est de proposer aux étudiants les outils théoriques et méthodologiques permettant de décrypter les interactions entre économie et territoires. Alors que les transformations économiques contemporaines conduisent à dépasser la représentation traditionnelle de l'espace comme un simple réceptacle de l'activité économique, l'intention problématique de cet enseignement consiste plus précisément à repérer les facteurs et les mécanismes qui différencient la question de la croissance locale et celle de la croissance nationale et à mettre en lumière les enjeux de l'action publique quant à la question de développement local.

Contenu du cours :

Le cours est découpé en 3 chapitres, précédés d'une introduction. Les séances de TD seront consacrées à des exposés.

Introduction :

Economie, territoire et inégalités

1. La formation de l'espace économique. L'approche de l'économie géographique.

Introduction

1.1. Les tendances longues de la géographie économique
- 1.1.1. Aux origines de l'espace économique
- 1.1.2. La métropolisation du monde
- 1.1.3. Questions d'aménagement du territoire

1.2. Les fondements de l'économie spatiale
- 1.2.1. Les concepts de l'analyse spatiale
- 1.2.2. Les premières théories de la localisation

1.3. L'économie géographique
- 1.3.1. Rendements croissants et coûts de transport
- 1.3.2. Les économies d'agglomération
- 1.3.3. Le cas des externalités de connaissances
- 1.3.4. La diffusion spatiale du développement économique

- 2.2.3. Les systèmes locaux de compétences

2. Les modèles territoriaux de développement. L'approche de l'économie régionale

Introduction : la transformation du système de production

2.1. Les premiers modèles de développement territorial
- 2.1.1. Intégration de la dimension territoriale : les districts industriels
- 2.1.2. La généralisation du modèle des clusters
- 2.1.3. L'appropriation par les politiques d'aménagement du territoire

2.2. Limites des clusters et analyses alternatives du développement territorial
- 2.2.1. Caractère indispensable de la proximité géographique ?

2.2.2. Agglomération, spécialisation, spécificité
2.2.3. Les systèmes locaux de compétences
2.3. Ressources et patrimoine
2.3.1. Ressources spécifiques vs. Ressources génériques
2.3.2. Patrimonialisation : processus d'identification des ressources spécifiques
2.3.3. La logique du panier de biens

3. La circulation des richesses. La géographie des revenus
3.1. Les métamorphoses du territoire
3.1.1. Les transferts publics
3.1.2. Les revenus des retraites
3.1.3. Les transferts privés de revenus
3.2. La théorie de la base économique et le développement local
3.2.1. La théorie de la base économique
3.2.2. La géographie des revenus
3.2.3. Repenser le développement local
3.3. Les territoires face à la crise
3.3.1. Crise des subprimes : les boucliers classiques à l'œuvre
3.3.2. Crise des dettes publiques : la crise du remède
3.3.3. Les quatre France

Bibliographie :

-Benko, G. et Lipietz, A., (dir.), 1992, Les régions qui gagnent. Districts et réseaux. Les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Paris, PUF, Coll. Économie en liberté, 424 p.
-Benko, G. et Lipietz, A., (dir.), 2000, La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, PUF, Paris, 564 p.
-Bouba-Olga O., 2006, Les nouvelles géographies du capitalisme, 240 p.
-Courlet C., 2008, L'économie territoriale, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 135 p.
-Crozet M ; Lafourcade M, 2009, La nouvelle économie géographique, La Découverte, Coll. Repères, 125 p.
-Davezies L., 2008, La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses, Le Seuil, Paris, 112 p.
-Davezies L., 2012, La crise qui vient, Le Seuil, Paris.
-François H., Hirczak M., Senil N., 2006, « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources », Revue d'économie régionale et urbaine, (5), pp 683-700.
-Pecqueur B., Zimmermann J-B., 2004, Economie de proximités, Hermès-Lavoisier, 264 p.
-Prager J-C., Thisse J-F., 2010, Economie géographique du développement, La Découverte, Coll. Repère, 126 p.
-Rallet A., Torre A., (eds), 1995, Economie industrielle et économie spatiale, Paris, Economica, 473 p.
-Veltz P., 2005, Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel, PUF, Coll. Economie en liberté (2ème édition), Paris, 262 p.

8.2 Politique et expertise sociales

Cécile Jouhanneau
MCF, Science politique

Modalités de contrôle
-1e évaluation : écrit 1h 30
-2e évaluation : écrit 1h 30

Contenu du cours :
A l'heure où les modes de financement, les acteurs principaux et même le périmètre des politiques sociales font l'objet de luttes et de reconfigurations, cet enseignement offre un large panorama de la fabrique des politiques sociales dans leur diversité : politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, politiques de la famille et de la protection de l'enfance, politiques de santé publique, politiques de cohésion sociale, politiques du logement, politiques de la ville… Par fabrique des politiques sociales, on entendra la construction, dans l'histoire, de secteurs d'intervention publique qualifiés de « sociaux » et celle des différents référentiels, paradigmes et idées qui les sous-tendent. Mais on désignera aussi par là les modes de production concrets de ces politiques publiques, au cœur des relations entre les acteurs et entre les échelles d'intervention.

Pour ce faire, le cours se décline en trois parties. La première revient sur l'histoire de l'extension des domaines sociaux d'intervention publique, jusqu'aux débats contemporains relatifs aux réformes des politiques sociales. La deuxième partie porte sur la production concrète des politiques sociales contemporaines, en particulier sur leur mise en œuvre et leur évaluation. Elle se penche d'une part sur les acteurs impliqués dans ces différents processus, sur leurs frontières souvent poreuses et sur leurs relations : Etat, régions, départements, communes, mais aussi associations, think tanks et groupes d'intérêts. Elle interroge d'autre part les échelles de la production des politiques sociales dans un monde globalisé, en particulier le rôle joué par les organisations internationales dans les débats sur leurs réformes (Banque Mondiale, OCDE) et la dimension européenne de leur mise en œuvre – la question d'une « Europe sociale » sera ainsi posée. Enfin, la troisième partie porte de façon thématique sur différentes politiques sociales (travail et emploi ; famille et enfance ; santé publique ; cohésion sociale ; logement et ville) de leur genèse à leurs transformations les plus récentes.

Bibliographie :
-Barbier, Jean-Claude et Théret, Bruno (2009). Le système français de protection sociale. Paris, La Découverte (2ème édition).
-Barbier, Jean-Claude (2008). La longue marche vers l'Europe sociale. Paris, PUF.
-Chelle, Elisa (2012). Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite. Rennes, PUR.
-Cytermann, Laurent et Waneck, Thomas (2010). Les politiques sociales. Paris, PUF.
-Esping-Andersen, Gosta (1999). Les trois mondes de l'Etat-providence. Essai sur le capitalisme moderne. Paris, PUF.
-Hassenteufel, Patrick (2011). Sociologie politique : l'action publique, Paris, Armand Colin (2ème édition).
-de Montalembert, Marc, dir. (2013). La protection sociale en France. Paris, La Documentation française (6ème édition).
-Penaud, Pascal, et alii (2011). Politiques sociales. Paris, Presses de Sciences Po & Dalloz.
-de Swaan, Abram (1995). Sous l'aile protectrice de l'Etat. Paris, PUF.

8.3 Droit de la famille

Laurie LE SAGERE
ATER, Droit privé

Modalités de contrôle
-1e évaluation : oral
-2e évaluation : oral

Objectifs du cours :

Analyse sur le plan juridique des rapports au sein de la famille. Présentation des multiples réformes qui ont profondément modifié toutes les institutions familiales dans la dernière décennie

Contenu du cours :
Introduction
1e partie Le groupe conjugal
Chap 1 Le couple marié

1. La formation du couple
2. Le statut conjugal
3. La désunion du couple marié

Chap 2 Les situations para-matrimoniales

1. Le PACS
2. L'union libre

2ème partie Le groupe parental
Chap 1 La filiation
Chap 2 L'autorité parentale
Chap 3 Les droits de l'enfant

4 séances seront consacrées à l'intervention de professionnels sur les sujets suivants : l'homoparentalité, la médiation, le juge aux affaires familiales, le juge des enfants.

Bibliographie :
-Buffelan-Lanore Y., Droit civil 1ère année, Armand Colin, 10ème ed.
-Courbe P., Droit de la famille, coll. Droit U, Armand Colin
-Le Bihan-Guenolé M., Droit civil, Droit de la famille, ed. Hachette Supérieur, coll. Les Fondamentaux
-Théry Irène, Couple filiation et parenté aujourd'hui, Le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée, La Documentation française, Ed. Odile Jacob

8.4 Droit de l'intervention publique

Stéphane BOLLE
MCF, Droit Public

Modalités de contrôle
-Ecrit terminal de 3 h (70%)
-Pour le groupe UPV : note de TD (30 %)
-Pour le groupe IRTS: note de « La vie d'une loi » (30 %)
-2e évaluation : oral (80%) note de TD conservée pour les 20% restant.

Objectifs du cours :

Une 1e partie permettra de tracer le cadre actuel de l'intervention de la puissance publique, en analysant les sources de droit qui la régissent (Chapitre I) et en recensant les principaux acteurs qui la réalisent (Chapitre II).

La seconde partie rendra compte de certaines des interventions de la puissance publique, des frontières mouvantes du secteur public (Chapitre I), de l'essor de la régulation publique du marché (Chapitre II) comme de certains instruments contemporains de l'orientation publique du marché (Chapitre III).

Contenu du cours :

INTRODUCTION

1e Partie Le cadre de l'Intervention publique

Chapitre I LES SOURCES

Section 1 Les sources internes du droit public économique
Section 2 Les sources externes
Section 3 Les sources internes infraconstitutionnelles

Chapitre II LES ACTEURS

Section 1 L'Etat
Section 2 Les autres personnes publiques
Section 3 : Les mutations de l'action économique publique et le service public

2e Partie Les interventions publiques

Chapitre I LE SECTEUR PUBLIC

Section 1 L'entrée dans le secteur public : la nationalisation
Section 2 La sortie du secteur public : la dénationalisation

Chapitre II LE DROIT PUBLIC DE LA CONCURRENCE

Section 1 Le droit interne et communautaire de la concurrence ne s'applique qu'aux activités économiques des collectivités publiques
Section 2 L'application du droit de la concurrence ne perturbe pas la répartition des compétences prédictionnelles

Chapitre III L'ORIENTATION PUBLIQUE DU MARCHE

Section 1 L'aménagement du territoire
Section 2 Les aides publiques locales

Bibliographie :

-Cherot Jean-Yves, Droit public économique, édition Economica
-Colin Frédéric, Droit public économique, Gualino - Lextenso éditions
-Gaudin Jean-Pierre, L'action publique, sociologie et politique, Presses de sciences po et Dalloz
-Greffe Xavier, Gestion publique, Dalloz
-Linotte Didier, Graboy-Grobesco Alexandre, Droit public économique, Dalloz

8.5 Politiques criminelles et éthique professionnelle

Sophie BAUMEL-JULLIEN
Avocate, chargée de cours

Modalités de contrôle
-1e évaluation : dossier
-2e évaluation :oral

8.5.1 Politique criminelle

Objectifs du cours :
Acquérir les principes généraux du droit pénal français, en connaître l'application pratique pour faire face aux situations de ce type dans l'exercice de sa vie professionnelle.

Contenu du cours :

Cours n°1 – PRINCIPES GENERAUX EN DROIT PENAL

I. Introduction au Droit Pénal
II. Sources du Droit Pénal (nationales et supra nationales)
III. Eléments constitutifs de l'infraction
IV. Classification de l'infraction
V. Organisation judiciaire

Cours n°2 – RESPONSABILITE PENALE DES PERSONNES MORALES

I Domaine d'application
II La responsabilité pénale de la personne déléguée
III Le cumul des responsabilités

Cours n°3 – RESPONSABILITE DES PROFESSIONNESL DE L'ACTION SOCIALE

I - La responsabilité pénale des professionnels de l'action sociale
- A – Les poursuites pour fautes volontaires
- B – Les poursuites pour fautes involontaires
- C – la défense juridique des salariés

II - La responsabilité civile des professionnels de l'action sociale
- A – Rappels sur les principes généraux de la responsabilité civile
- B – Responsabilité dans le secteur de la protection de l'enfance
- C – Responsabilité dans le secteur des personnes âgées
- D – Responsabilité dans le secteur des enfants et des personnes handicappées
- E – Responsabilité pour l'hébergement des personnes en difficulté sociale

Cours n° 4 – DROIT PENAL DES MINEURS

I – Principes généraux du droit pénal des mineurs
- A – Principe de spécialisation ou d'une procédure appropriée
- B – Une responsabilité pénale atténuée pour le mineur délinquant
- C. Le discernement exigé pour à rendre des comptes à la justice des hommes
- D. Personnaliser la sanction
- E. Les parents sont mobilisés
- F. Droits d'un mineur à être défendu

II – Les participants au procés pénal
- A – le Parquet des mineurs

B – le juge des enfants
C – la PJJ

III – Les modalités de poursuites du parquet des mineurs
A – Simple requête
B – réquisitoire introductif
C – défèrement
D – Présentation immédiate (PIM)
E - Convocation

IV – Les mesures d'investigation
A – l'audition du mineur
B - L' enquête sociale
C - Les examens médicaux, les expertises psychologiques et psy chiatriques
D - L'investigation d'orientation éducative (IOE)
E - La mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE)

V – La phase de jugement
A – Déroulement de l'audience
B – Sanctions applicables au mineur
Mesures éducatives
Sanctions éducatives
Peines

VI – Exécution de la peine
VII – Le casier judiciaire
VIII – les fichiers de police

+ 3 séances consacrées à l'intervention de professionnels : probation, protection judiciaire de la jeunesse, accueil en commissariat de personnes victimes de violence.

BIBLIOGRAPHIE

- en droit pénal Mineurs : Journal du Droit des Jeunes (http://www.droitdesjeunes.com/)
- Guide de la protection judiciaire de la jeunesse Editions ASH
- La responsabilité des professionnels de l'action sociale Editions ASH
- Guide de la protection judiciaire de la jeunesse Editions ASH
- Le traitement judiciaire de la délinquance des mineurs Editions ASH

8.5.2 Ethique professionnelle

Céline AVENEL
MCF Sciences de l'éducation

Modalités de contrôle
à voir

Objectifs du cours :
Introduire les étudiants à la réflexion sur la notion de règle en éthique.

Contenu du cours :
Penser de l'éthique, de l'éthique général aux éthiques spécifiques. Notion de responsabilité. Situations problématiques de prises de risque et de responsabilité.
+ 1 séance consacrée aux soins palliatifs

8.6 Gestion

Jean-Luc POBLADOR
PRAG, Sciences de gestion

Modalités de contrôle
-1ère évaluation : un écrit de 1h30
-2e évaluation : un écrit de 1h30

Objectifs du cours :

Introduction a la gestion comptable et financière des associations

Contenu du cours :

Les budgets
Le plan de financement
Spécificité de la comptabilité des associations
La fiscalité des associations

Bibliographie :

-Véronique Chambaud, Guide fiscal et social des associations, Dunod
-Vallon Claude, Chambaud Véronique, Associations mode d'emploi, Créer, gérer, animer, Dunod

8.7 Techniques d'enquête

Natacha PIJOAN
MCF Sciences de Gestion

Annelise FAVIER
Anthropologue, chargée de cours

Modalités de contrôle
-1e évaluation : Dossier
-2e évaluation : Dossier

Objectifs du cours
à venir

Contenu du cours
à venir

Bibliographie
à venir

8.8 Préprofessionnalisation secteur du développement social

Natacha PIJOAN
MCF Sciences de Gestion

Objectifs du cours :
à venir

Contenu du cours
à venir

Bibliographie
à venir

8.9 Langue vivante majeure au choix

Anglais (E69AN3)

Contenu du cours
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales

Espagnol (E69ES3)

Contenu du cours
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales

Arabe (E69AR3)

Contenu du cours
Formation linguistique à partir de documents traitant des questions sociales
Enseignants : Samia Miossec (MCF, Langue arabe), Jean François Pétillot (CE, Langue arabe)